



Trente-troisième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEIZIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 30 juin 1966, à 10 h 30.

Président :

M. BROWN

(Royaume-Uni)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique :
 - a) Rapport annuel de l'Autorité administrante [4 c]
 - b) Rapport de l'Organisation mondiale de la santé sur son enquête relative aux plaintes contenues dans une pétition concernant le Territoire sous tutelle [5] (suite)
- Discussion générale (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1276. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

POINTS 4 c) ET 5 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :

- a) RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE (T/1652; T/L.1110);
- b) RAPPORT DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE SUR SON ENQUETE RELATIVE AUX PLAINTES CONTENUES DANS UNE PETITION CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE (T/1647) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Norwood, représentant spécial du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des Etats-Unis et M. Nuuan, conseiller, délégation des Etats-Unis, prennent place à la table du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois savoir que la représentante des Etats-Unis souhaite faire quelques remarques. Je lui donne la parole.

Mme ANDERSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureuse de pouvoir présenter aux membres du Conseil de tutelle et à vous-même, Monsieur le Président, deux observateurs du Congrès des Etats-Unis, membres du Comité des affaires intérieures et insulaires qui, comme vous le savez, est le Comité chargé d'examiner les questions des Territoires sous tutelle au Congrès américain.

Je voudrais donc vous présenter M. Roy Taylor, député de Caroline du Nord, qui est avec nous aujourd'hui, en qualité d'observateur, ainsi que M. Phil Burton, député de Californie, également membre du même Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie la représentante des Etats-Unis. Je suis certain de me faire l'interprète du Conseil en souhaitant la bienvenue à M. Taylor et à M. Burton qui sont aujourd'hui parmi nous pour assister à ce débat.

DISCUSSION GENERALE (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce matin, nous allons poursuivre la discussion générale. Le premier orateur inscrit sur ma liste est le représentant de la France à qui je donne la parole.

M. BASDEVANT (France) : Si, à l'occasion des toutes dernières sessions du Conseil de tutelle, le représentant de la France avait pu constater les changements intervenus dans le rythme de l'évolution du Territoire, il doit reconnaître encore aujourd'hui que ce mouvement s'est poursuivi et s'est même sensiblement amplifié, offrant ainsi à la population de la Micronésie des perspectives nouvelles de progrès politique, économique et social. La délégation française en exprime sa satisfaction à la Puissance administrante.

L'année qui s'est écoulée a vu l'entrée en fonction du Congrès de la Micronésie. C'est une étape fort importante. Grâce à cette Assemblée, le peuple micronésien doit pouvoir s'exprimer et, peu à peu, assumer la gestion de ses propres affaires. Organe élu au suffrage universel, le Congrès n'a encore siégé, l'an dernier, que pendant un mois. Certes, ses membres ont dû s'habituer à leur nouvelle tâche, mais je dois constater, à en juger par les lois et résolutions qui ont été adoptées, que le Congrès a pris un bon départ. Ces résolutions notamment dénotent le souci de ses membres de s'intéresser aux problèmes non pas purement locaux mais concernant l'ensemble du Territoire.

M. Basdevant (France)

L'expérience ainsi commencée ne sera fructueuse que si l'administration du Territoire coopère étroitement avec le Congrès et si, par étape judicieusement établie, le Congrès voit s'étendre ses pouvoirs. C'est ainsi qu'il nous paraît souhaitable que ses sessions soient plus nombreuses et que l'une d'elles soit consacrée à l'examen des prévisions budgétaires qui doivent être soumises au Congrès des Etats-Unis. Il est nécessaire également qu'il puisse donner son avis sur les plans de développement du territoire. Peu à peu, par la suite, son pouvoir législatif devrait être étendu en même temps que serait restreint le droit de veto du Haut Commissaire. Le Congrès devrait obtenir le droit de voter le budget. Enfin, il lui appartiendrait un jour de fixer lui-même la constitution du Territoire.

Ce sont là des étapes successives qu'il est logique d'envisager et auxquelles il n'est jamais trop tôt de penser afin de s'y préparer. Il est nécessaire que les Micronésiens aient bien conscience qu'ils auront à prendre une part toujours plus grande dans la gestion de leurs propres affaires et doivent donc s'y apprêter.

Cette vie politique du Territoire doit aussi être encouragée à l'échelon des districts et à l'échelon local. Là aussi, les habitants doivent avoir le sens des responsabilités qui pèsent sur eux et les pouvoirs de leurs assemblées, spécialement en matière financière, devraient être, le moment venu, étendus. La formation d'une élite micronésienne nous a paru être l'une des préoccupations majeures de la Puissance administrante. Il ne suffit pas de la former; il faut également la conserver et, à cet égard, il ne faut pas hésiter à lui confier des postes de responsabilité dans l'administration.

L'affectation de 400 à 500 membres du Peace Corps est une nouvelle et heureuse initiative dont il faut se féliciter. En raison des tâches diverses qui peuvent être assignées, il faut espérer, si l'expérience réussit, que leur nombre pourra être accru et qu'il sera ainsi possible d'étendre l'action de la Puissance administrante jusque dans les zones les plus déshéritées du Territoire.

La délégation française a noté avec satisfaction que le Gouvernement des Etats-Unis a non seulement augmenté l'aide budgétaire qu'il octroie au Territoire, mais qu'il se propose de consacrer des crédits importants au développement économique et social de ce Territoire. Cet effort financier répond en même temps

M.Basdevant (France)

au souci d'établir un équilibre entre le développement économique et le progrès social de la Micronésie.

Dans le cadre du développement économique, la délégation française a pris bonne note des efforts faits dans des domaines essentiels tels que la création de fermes expérimentales, la diversification des cultures, l'amélioration de la qualité des produits agricoles, l'existence d'un fonds de stabilisation des prix du coprah, la création de coopératives et d'organes de crédit. Nous souhaitons que ces efforts se poursuivent en vue d'améliorer le niveau de vie de la population.

La délégation française considère également que le développement de l'artisanat doit offrir des perspectives favorables. En ce qui concerne la pêche, les efforts entrepris par la Puissance administrante devraient conduire à un développement plus vaste de cette industrie et peut-être à la création d'usines de conserve de poisson.

Cependant, si le Territoire est à même de produire davantage et, par conséquent, d'exporter davantage, ce qui devrait permettre de réduire l'important déficit de sa balance commerciale, il faut par contre que des débouchés lui soient ouverts. On peut regretter à cet égard que, selon les informations fournies par le Représentant spécial américain, le niveau des tarifs douaniers américains entrave certaines exportations vers les Etats-Unis.

La Puissance administrante a signalé les possibilités qu'offre la Micronésie sur le plan du tourisme et il est certain qu'il y a là une activité qui devrait permettre de fournir un apport substantiel à l'économie du Territoire. Les problèmes de transport conditionnent largement le développement économique du Territoire. Dans ce domaine, l'infrastructure existante a déjà été grandement améliorée, mais il résulte des résolutions adoptées en 1965 par le Congrès de la Micronésie que l'effort déjà accompli a besoin d'être poursuivi, notamment par l'amélioration d'installations portuaires et la construction de routes carrossables par tous temps et de pistes en dur sur les aérodromes.

Sur le plan social, la délégation française se félicite de l'effort poursuivi dans le domaine de l'enseignement. Elle tient, par contre, à exprimer les inquiétudes que lui causent les conclusions du rapport de l'OMS sur les services de santé du Territoire, mais elle a pris bonne note des assurances données par la Puissance administrante et de son intention de remédier aux insuffisances constatées dans ce rapport.

M. Basdevant (France)

En conclusion, la délégation française constate avec satisfaction que les efforts de la Puissance administrante tendent bien, conformément aux obligations qu'elle a assumées, à accroître le progrès dans le Territoire dont elle a la responsabilité.

La délégation française ne doute pas que la Puissance administrante ne poursuive ses efforts en vue de permettre à la population de se prononcer en temps opportun sur son avenir politique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la France non seulement de ce qu'il vient de dire mais aussi d'avoir eu le courage d'entamer le débat ce matin, nous permettant ainsi de faire progresser nos travaux. Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Si personne ne demande la parole, nous allons lever la séance à moins que quelqu'un ne souhaite prendre la parole sur une autre question.

Il ne semble pas que ce soit le cas. Je voudrais vous lancer un appel pressant pour que vous soyez prêts à parler cet après-midi. Sans cela, nous serons en retard sur notre programme de travail. La représentante du Libéria a indiqué qu'elle souhaitait parler vendredi seulement. Si nous n'avancons pas nos travaux cet après-midi, nous risquons d'avoir trop de choses à faire vendredi et nous ne retirerons pas tout le bénéfice voulu des remarques que nous présentera le Représentant spécial dans son discours de clôture s'il n'a pas eu le temps suffisant pour réfléchir aux interventions de nos collègues du Conseil.

La séance est levée à 11 h 10.